

Mao et son modèle

Lucien Bianco

DANS **VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE** 2009/1 n° 101 , PAGES 81 À 93
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724631326

DOI 10.3917/ving.101.0081

Date de mise en ligne : 22/12/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2009-1-page-81?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [Cairn.info/copyright](http:// Cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Mao et son modèle

Lucien Bianco

Dresser un bilan sans concessions de la Chine sous Mao : tel est l'objet de cette réflexion approfondie. La manière dont le modèle stalinien d'industrialisation et l'idéologie marxiste ont pesé sur la stratégie de développement mise en œuvre entre 1949 et 1976 est scrutée, tout en complexité et en nuances. Plus avant, un parallèle est fait entre les crimes des deux régimes, maoïste comme stalinien. La comparaison est ensuite étendue aux personnalités des deux dictateurs et aux régimes tout entiers. Entre différences et similitudes avec le stalinisme, le maoïsme apparaît alors dans sa spécificité.

Fondamentalement nationaliste, la révolution chinoise est devenue par raccroc communiste. Dès l'origine (à la fin du 19^e siècle), elle vise à défendre le pays contre l'impérialisme et, pour ce faire, à rattraper son retard. Une minorité de révolutionnaires de la génération suivante se convertit moins au marxisme, qu'elle connaît mal, qu'à la voie léniniste vers le pouvoir et le développement, censée faire ses preuves dans un pays lui aussi arriéré. Chemin faisant, ces convertis absorberont la potion marxiste et l'ambition de mettre fin à l'exploitation des masses sans renoncer pour autant à leur nationalisme initial.

Sur ce double terrain (national et social), le bilan des vingt-sept années de règne de Mao n'est pas brillant. Quand Mao meurt et même plus tard, le rattrapage tant espéré ne s'est pas produit. La Chine a progressé et a, en particulier, ébauché la construction d'une industrie lourde.

L'agriculture elle-même a enregistré quelques progrès, la santé de la population s'est nettement améliorée, l'analphabétisme a reculé. La Chine a cependant progressé moins vite que le monde capitaliste, et l'écart s'est même encore accru. Un pays à la traîne a embrassé la révolution pour combler son retard et, aussi longtemps qu'il est resté révolutionnaire (jusqu'en 1978), l'a aggravé.

Le compte y est aujourd'hui : la Chine a démarré pour de bon, et le mouvement semble solide. Les nationalistes chinois ne s'y trompent pas, tandis que le peuple chinois en profite et touche les dividendes du développement. De façon certes très inégale : cette société officiellement communiste est l'une des plus inégalitaires de la planète. On pourrait imputer cette inégalité aux successeurs, ces thermidoriens infidèles qui ont trahi le maoïsme et la révolution. En fait, les épigones ont d'abord, entre 1978 et 1985, réduit l'inégalité la plus criante – l'abîme entre citadins et ruraux – qu'ils ont ensuite creusée de plus belle. Pour une part héritée, l'inégalité contemporaine s'accroît dans le cadre et à la faveur du système érigé par Mao. Du vivant de ce dernier, une relative égalité à l'intérieur de chacun des deux univers (urbain « privilégié », rural pestiféré) masquait mal la pauvreté pour tous. À sa mort, la Chine n'avait pas rattrapé les autres nations et le niveau de vie des plus pauvres (les paysans, toutes catégories confondues) était égal ou inférieur à celui de leurs grands-parents... en 1933, sous l'ancien régime. Pour quelles raisons ?

La réponse à cette question demanderait un livre. Cet article se borne à examiner celles

des causes de l'échec qui tiennent à l'emprise du modèle sur Mao : aussi bien l'expérience du « frère aîné » soviétique que l'idéologie marxiste et le système conçu et imposé par Lénine à partir de 1902-1903.

Lénine avait les yeux rivés sur les précédents historiques. En mars 1921, il compare la récente victoire sur les Blancs au « printemps de la victoire » (1794), non pour s'en réjouir mais pour s'en inquiéter. La crainte de répéter les erreurs de Robespierre contribue à l'abandon du communisme de guerre au profit de la NEP et, donc, au choix de différer pour longtemps l'avènement du socialisme. Lénine mort et sa succession réglée, Trotski identifie à Thermidor l'ascension de Staline et de la bureaucratie. Lui aussi se posait la question lancinante : qu'est-ce qui n'a pas marché chez les Jacobins et comment l'éviter ? Bien que l'influence de la révolution bolchevique sur Mao soit plus évidente encore et surtout plus directe, celui-ci ne s'attarde guère sur ses échecs, ses erreurs et ses crimes. C'est ce paradoxe qui nous retiendra ici : la révolution précédente n'ayant pas tenu ses promesses, comment se fait-il que les Chinois n'aient pas tiré la leçon des failles et des vices du « modèle » ?

J'examinerai d'abord l'influence du modèle stalinien (le précédent historique) et de l'idéologie (la vulgate marxiste) sur la stratégie de développement mise en œuvre entre 1949 et 1976. Après quoi, j'esquisserai un parallélisme cavalier entre les catastrophes et les crimes (les plus grands seulement, sans quoi il y en aurait trop) et une comparaison encore plus cavalière entre les deux dictateurs (Mao et Staline) et leurs régimes.

Un modèle trop suivi

Le suivisme de Mao a d'abord consisté à copier le modèle soviétique, comme si Lénine avait tracé la voie de la conquête du pouvoir, et Staline celle de la construction d'un pays moderne.

En ce qui concerne la conquête du pouvoir, Mao a innové, se faisant fort de siniser le marxisme. Pour l'édification d'une Chine riche et puissante, il adopte sans sourciller la stratégie stalinienne de développement : priorité absolue à l'industrie lourde, investissements très chiches dans l'industrie légère et l'agriculture, cette dernière employant et faisant vivre la grande majorité de la population. Certes, après les déboires du Premier quinquennat, Mao en vient à critiquer la stratégie stalinienne de développement, et même à inaugurer une voie chinoise, affranchie du modèle soviétique, mais cet affranchissement est très partiel, puisque l'industrie lourde demeure privilégiée. Celle-ci bénéficie même d'investissements accrus, conduisant Mao à tabler sur un doublement de la production d'acier en un an. Le projet de rattraper, puis dépasser, la plus ancienne nation capitaliste (la Grande-Bretagne) rappelle les objectifs similaires de Staline à l'égard des pays capitalistes avancés au début des années 1930.

La voie chinoise ne s'affranchit pas davantage de la collectivisation des moyens de production. À la campagne, sous l'emprise de la nécessité (la famine), et non en vertu d'un affranchissement doctrinal, les unités de production collectives sont provisoirement réduites à une taille plus humaine, et les effets de la collectivisation partiellement compensés par la diffusion d'éphémères « contrats de responsabilité » auxquels Mao a tôt fait de mettre le holà. Jusqu'à la fin, il fait prévaloir une collectivisation dont les paysans ne veulent pas, mais à laquelle ils sont forcés de s'accommoder, et c'est également lui qui, dès les années 1950, impose un rythme de collectivisation accélérée. Avant même la collectivisation, dès novembre 1953, l'instauration, du « système unifié d'achat et de vente » imposait déjà aux paysans la vente à l'État de leur surplus de grains à la quantité et au prix fixés par ledit État. L'immense réservoir (rural) de mécontentement que les communistes ont mobilisé pour abattre l'an-

rien régime s'est transformé en immense réservoir de force de travail, exploitée sans merci afin de « construire le pays ». Ainsi, jusqu'à la mort de Mao et au-delà (1953-1978), n'importe quel villageois réussissant à se faire embaucher comme manœuvre dans une usine ou décrochant un emploi de balayeur au service d'une municipalité ou d'un « comité révolutionnaire » urbain devient automatiquement un privilégié par rapport à 95 % des travailleurs de la terre.

Comparés aux damnés de la terre (condamnés à ne pas la quitter), les ouvriers, surtout ceux qui travaillent dans les entreprises d'État, ont, durant la période maoïste, fait figure de privilégiés – mal payés certes, mais pas tellement moins que les intellectuels et les cadres. Les avantages de ces derniers sont d'un autre ordre mais, à s'en tenir aux rémunérations, Mao a maintenu à l'intérieur de la société urbaine un relatif égalitarisme : sur ce point, il a fait beaucoup mieux que son modèle, de Staline à Brejnev. La contrepartie est la pauvreté et la quasi-stagnation des revenus pour tous et, il faut le répéter, l'abîme entre les revenus de la minorité citadine et la majorité rurale. Au lendemain de la mort de Mao, on évalue à 150 millions le nombre de villageois qui ne mangent pas à leur faim.

Deux conclusions provisoires... et discordantes : tout en réitérant avec une vaine emphase sa volonté de réduire les inégalités entre « seigneurs de la ville » et laissés pour compte du village, Mao approfondit le gouffre entre les deux Chines, l'une, rurale majoritaire, l'autre, urbaine « privilégiée » si l'on peut dire ! Ostensiblement propaysanne, sa politique a en fait spolié les paysans, empêchés de disposer librement de leur récolte et condamnés à végéter, sans espoir d'émerger de la misère. Ceci n'empêche pas Mao d'être sincère lorsqu'il dénonce l'inégalité entre citadins et ruraux, et d'insister sur des aspects (santé, éducation) qui illustrent aujourd'hui encore la tragique rançon d'une modernisation inégalitaire. Si l'on ne peut le

créditer d'avoir effectivement changé les choses, il n'en avait pas moins les meilleures raisons du monde de s'inquiéter : rendons-lui cette justice d'avoir dénoncé des fléaux bien réels.

Pertinence de ses critiques et, on l'a vu, amélioration sectorielle du modèle (cadres communistes moins favorisés que leurs homologues russes) : voilà, et c'est tout à son honneur, un révolutionnaire insatisfait de son œuvre et fidèle à l'idéal d'égalité sociale dont se réclament les communistes : voilà le hic. Mao n'a pas été infidèle au communisme et s'est même acharné à entretenir la flamme. Il a pris au sérieux l'idéologie de substitution véhiculée par la variété de nationalistes qui l'a emporté sur les autres. Au lieu de perpétuer l'équivoque initiale (un projet foncièrement nationaliste, devenu, de façon officielle mais accessoire, communiste), Mao exalte l'avatar communiste et aggrave le malentendu. Qu'il ait fait dévier la révolution chinoise de sa trajectoire initiale, après tout, pourquoi pas ? Il a pu, comme les autres, chercher dans la révolution une issue au malheur de son pays et découvrir après coup, frotté de vulgate marxiste, le malheur des paysans qui valait bien qu'on vouât sa vie à les sortir de leur misère. Simplement, en brandissant à tout propos et hors de propos ses rappels à l'ordre égalitariste, il a perdu sur les deux tableaux : la Chine est restée pauvre, et le peuple chinois misérable. À l'inverse, la modernisation inégalitaire est en train de sortir ce dernier de la misère, et s'avère donc beaucoup plus efficace que l'égalité niveleuse pour combattre des fléaux sociaux que Mao a plus dénoncés que combattus. En prétendant concilier la visée originelle (nationale) et l'objectif ajouté (social), Mao a gâché toute l'entreprise. Si le surmoi idéologique a fait dévier sa trajectoire, c'est aussi l'orgueil qui l'a amené à magnifier son œuvre (la révolution), au point d'être par moments tenté de préférer la ferveur révolutionnaire à l'amélioration de la condition des

masses : accaparées par de menues préoccupations matérielles, elles cesseraient d'être cette « page blanche » sur laquelle le démiurge est libre de projeter ses dessins mirobolants¹. En d'autres termes, de rêver...

Catastrophes et crimes

Les catastrophes et les crimes résident, d'une part, dans la collectivisation agricole en URSS au début des années 1930 et le Grand Bond, préludes à deux famines (1931-1933 et 1959-1961), dans la Grande Terreur (1937-1938) et, de l'autre, la révolution culturelle. Si la ressemblance avec Staline suffit à condamner Mao, la comparaison entre ces tragiques épisodes le dispense un tout petit peu : le Grand Bond apparaît davantage comme une catastrophe que comme un crime, comparé à la guerre faite par Staline aux paysans ; la révolution culturelle est un crime à coup sûr, mais commis avec un brin ou une illusion de justification qu'on serait bien en peine de reconnaître dans la Grande Terreur stalinienne.

Commençons par le Grand Bond et son pendant soviétique. Le contraste entre la visée originelle des deux révolutions (universelle chez Lénine ou Trotski, nationale chez les émules chinois) ne définit que le point de départ. Il implique seulement que les communistes chinois n'ont pas eu besoin d'un Brest-Litovsk pour en rabattre, ni d'un Staline prenant acte de l'échec de la révolution européenne pour baptiser la retraite « révolution dans un seul pays ». À partir du moment où l'on met entre parenthèses le reste de l'humanité, un même objectif s'impose ici comme là : le développement d'une nation particulière, que l'objectif ultime soit le bien-être des masses ou la grandeur de cette nation. La fin (socialisme) étant conditionnée par l'obtention des moyens (moderni-

sation économique, urbanisation, industrialisation), il était assez naturel qu'on se concentrât sur la poursuite des moyens, au point que « construire le socialisme » finit dans les années 1930 par devenir synonyme d'édifier des usines et des villes. Après tout, en dehors de l'Europe occidentale, le marxisme a été perçu comme une idéologie modernisatrice autant que révolutionnaire, comme le moyen de reproduire (en plus juste) cette modernité enviée, détenue par ce petit coin d'Europe, bientôt rejoint et dépassé par son rejeton américain.

C'est un même souffle épique qui saisit la Chine du Grand Bond en avant, elle aussi emportée dans une course-poursuite frénétique censée permettre de brûler les étapes. En 1958, la Chine reproduit le schéma stalinien du début des années 1930 : main-d'œuvre mobilisée sur une vaste échelle comme en temps de guerre (c'est une véritable guerre qu'on mène, à l'arriération et à la nature), impatience, ignorance des coûts, plans trop ambitieux révisés à la hausse, méfiance à l'égard des experts « bourgeois » et exaltation concomitante de la politique et du volontarisme. Dans l'un et l'autre cas, c'est surtout la paysannerie qui fait les frais de l'opération – laquelle a néanmoins entraîné, outre de graves déséquilibres, des progrès industriels rapides et une urbanisation accélérée. Cette dernière s'avérera néanmoins temporaire en Chine, la famine contraignant à renvoyer dans leurs villages plusieurs dizaines de millions de nouveaux citoyens.

La famine a tué beaucoup plus de Chinois entre 1959 et 1961 que de Kazakhs, d'Ukrainiens et de Russes en 1931-1933, mais guère plus en proportion de la population totale. Dans un contexte politique différent, certains éléments de la stratégie du Grand Bond ont fait leurs preuves ailleurs (Japon, Taiwan, Corée du Sud) et se révéleront fructueux en Chine plus tard : mobilisation d'une main-d'œuvre agricole sous-employée durant la morte-saison,

(1) Cf. Lucien Bianco, « La page blanche », *Politique aujourd'hui*, mai 1970, p. 96-112, et juin 1970, p. 59-72.

développement des petites industries rurales, recours aux techniques intermédiaires, décentralisation, *etc.* C'est précisément la nature du régime qui pervertit les effets d'une mesure aussi nécessaire que la décentralisation. Elle incite cadres locaux et régionaux à dépasser sur le papier les objectifs irréalistes décrétés en haut lieu : mieux vaut « errer à gauche qu'à droite ». Les rapports de production falsifiés font tabler sur des productions en grains record, justifiant des prélèvements accrus. En 1958, le problème qui préoccupe les dirigeants consiste alors à se demander à quoi servira tout le grain dont disposeront les paysans, une fois les livraisons à l'État effectuées. La compétition entre les cadres incite à faire toujours mieux, à dépasser le voisin, à lancer des « satellites » (allusion au Spoutnik soviétique de l'année précédente) qui s'élèvent sans cesse plus haut dans les airs. Lorsque les producteurs spoliés commencent à mourir de faim, de nombreux cadres prennent le réflexe de dissimuler une famine qui révélerait leurs mensonges, de n'exhiber devant les hauts fonctionnaires en tournée que les villageois les moins mal nourris, voire d'accumuler et de mettre en évidence le peu de grain restant. Or, masquer une famine, c'est empêcher les secours d'arriver et condamner à mort une plus grande proportion de la population locale. À la décharge des cadres communistes de base, il faut dire que beaucoup d'entre eux craignaient, non sans raison, de ne pas être crus s'ils transmettaient à leurs supérieurs des rapports véridiques. Ainsi, en 1960, la production nationale de céréales était inférieure de cent millions de tonnes à ce que croyaient les dirigeants.

À ce stade, bourdes et mensonges deviennent criminels, comme étaient criminels la dissimulation des famines par les cadres et leur engagement de livrer à l'État des quantités de grains dont ils savaient d'avance qu'elles voueraient le village ou le district à la famine quelques mois plus tard. En Russie et en Ukraine,

ce sont aussi les prélèvements excessifs de grains qui ont acculé les paysans à la famine et comme en Chine, les agents locaux du pouvoir ont jugé prudent d'en faire trop plutôt que pas assez, exigeant l'impossible des producteurs de céréales afin de satisfaire aux demandes du Centre. De leur côté, les paysans ont, comme en Chine, préféré les formes passives de protestation aux révoltes ouvertes, néanmoins notables dans l'un et l'autre cas. Se sont donc multipliés, à partir du début de l'année 1930, les refus de livrer le grain et de travailler pour le kolkhoze (ou le travail indolent, « les bras baissés »), et les cas d'extermination du bétail afin qu'il ne devienne pas propriété collective : tout juste reconstitué en 1928, le cheptel est abattu deux ans plus tard. Cette similitude dissimule néanmoins une première différence : certaines de ces formes d'action, comme le massacre du bétail, sont surtout caractéristiques des années 1953-1955 en Chine, lors des débuts d'une collectivisation antérieure au Grand Bond ; d'autres, comme le travail au ralenti sur les champs collectifs, se sont étendues sur l'ensemble de la période 1953-1978. En Russie, la simultanéité des deux mouvements (collectivisation accélérée et prélèvements de grains meurtriers) a rendu la situation plus critique.

Ce n'est toutefois qu'une des moindres raisons qui incitent à condamner plus sévèrement la collectivisation et la dékoulakisation de 1929-1933 que le sinistre Grand Bond. Mieux informés que Mao de l'ampleur de la catastrophe, les dirigeants soviétiques sont demeurés plus insensibles au désastre. Comme les Chinois, ils ont imposé des quotas irréalisables mais, à la différence des Chinois, ils ont exproprié, puni, déporté les « saboteurs » incapables de fournir un grain inexistant. Des « saboteurs » censés conduire une guerre cachée contre le régime soviétique qu'ils tentent d'affamer, et qui ont donc bien mérité la guerre « défensive » que le pouvoir déchaîne contre eux. Comme ce sont

les régions céréalières les plus riches qui pâtissent le plus d'une famine provoquée par des prélèvements exorbitants, c'est en Ukraine que l'on compte le plus grand nombre de morts de faim – quatre millions en 1932-1933 sur sept millions pour l'ensemble du pays –, et c'est d'Ukraine et du Kouban que partent les plus grandes hordes de fuyards impitoyablement pourchassés sur les routes et renvoyés là où il n'y a plus rien à manger.

Une raison souvent alléguée (exacte mais insuffisante) du plus grand degré d'inhumanité observé en URSS est la faible implantation rurale du parti communiste, comparée à celle de son homologue chinois. En dépit de l'appoint décisif des soulèvements paysans de l'été 1917, la révolution bolchevique était une révolution urbaine, créatrice de villes et d'usines. En comparaison, la révolution chinoise se voulait propaysanne, et Mao lui-même attribua les dissimulations de grains et les troubles ruraux de l'hiver 1958 à la défense par les paysans de leurs intérêts « légaux et légitimes » – du moins jusqu'au moment où la critique non moins légitime de Peng Dehuai le rendit aveugle à ces mêmes intérêts¹. La relance criminelle du Grand Bond après Lushan hisse sans doute les responsabilités de Mao au plus près de celles de Staline : décidé à corriger les erreurs « gauchistes » de sa stratégie, il ne supporte pas qu'un autre lui fasse la même recommandation. Son ego blessé n'est cependant pas seul responsable de l'hécatombe de 1960. Une réelle inquiétude politique a pu l'inciter à déclencher la campagne contre l'« opportunisme de droite » de Peng Dehuai. À Lushan, quelques dirigeants avaient pris (timidement) la défense de Peng, d'autres étaient interve-

nus dans le même sens que lui avant l'envoi de la fameuse lettre. Mao a pu craindre que, s'il n'y mettait pas un holà, ces droitiers ne fassent capoter le Grand Bond, qu'il entendait seulement rectifier².

Au plus fort de la famine, Mao laisse ses lieutenants lutter contre elle. Il leur abandonne la responsabilité des mesures indispensables, quitte à leur reprocher ensuite toute initiative qui a dévié de sa sacro-sainte pensée. Dès 1961, il s'impatiente, quand le peuple persiste à mourir de faim. Pour sortir de la crise, une nouvelle formule est expérimentée, et elle sera étendue au pays entier deux décennies plus tard, une fois la Chine délivrée de Mao : le fameux « système de responsabilité des ménages » (cf. *supra*), qui permet à chaque foyer paysan de cultiver son lopin de terre sans trop de contrôle. Cette désertion des champs collectifs préfigurant aux yeux de Mao un inacceptable abandon de la collectivisation, il entend y mettre un terme lors de la « Conférence des sept mille » de janvier 1962, qui confirme, au contraire, l'abîme entre les lubies du Président et le pragmatisme de ses lieutenants. Dès lors, et surtout une fois que la récolte de 1962 s'annonce meilleure que les précédentes, Mao morigène ses collègues (« c'est devenu un crime de regarder le bon côté des choses ») et les somme de choisir entre la voie capitaliste (« système de responsabilité ») et la voie socialiste. Il commence du même coup à nourrir des doutes sur l'héritier qu'il s'est choisi : il déclenchera la révolution culturelle en partie pour l'écartier.

Autant pour les famines. Entre les crimes suprêmes des deux dictateurs (purges, procès de Moscou, Grande Terreur d'une part, révo-

(1) Lors d'une réunion des principaux dirigeants à Lushan en juillet 1959, le maréchal Peng Dehuai, ministre de la Défense, adressa à Mao une lettre dans laquelle il critiquait les errements du Grand Bond. Il fut promptement démis de son poste et accusé de diriger une clique « révisionniste antiparti ».

(2) Thomas Bernstein, « Mao Zedong and the Famine of 1959 : A Study in Wilfulness », *The China Quarterly*, 186, juin 2006, p. 421-445. Sur la comparaison entre les deux famines, soviétique et chinoise, rappelons l'étude capitale du même auteur : Thomas Bernstein, « Stalinism, Famine, and Chinese Peasants : Grain Procurements during the Great Leap Forward », *Theory and Society*, 13 (3), 1984, p. 339-377.

lution culturelle de l'autre), il faut néanmoins distinguer. Les horreurs perpétrées pendant la révolution culturelle défient l'imagination. Ce n'est qu'en les comparant à la froide et méthodique terreur de 1937-1938 (ou à la Shoah) qu'on risque de les faire paraître comme moins monstrueuses qu'elles ne furent, ce que je m'apprête précisément à faire.

Les responsabilités et les illusions de Mao sont trop manifestes pour qu'on soit tenté de les sous-estimer. La révolution culturelle, c'est la révolution dans et contre la révolution : contre ce qu'elle est devenue (institutionnalisée) et pour qu'elle redevienne ce qu'elle n'est plus (révolutionnaire). L'insatisfaction qu'éprouve Mao à l'égard du régime né de ses œuvres est aussi fondée que sa critique des inégalités sociales. Elle ne le conduit pas à la racine du mal, puisqu'il se contente de diagnostiquer une dégénérescence : il faut l'arrêter avant qu'elle n'aboutisse à la restauration du capitalisme, comme dans la révolution d'avant-hier, trahie et remplacée par le « pseudo-communisme » de Khrouchtchev. Bien que Mao se garde donc de mettre en cause le régime lui-même, qu'il entend au contraire rétablir dans sa pureté primitive, par fidélité à son essence, située, elle, au-delà de toute critique, le fait que l'objet privilégié de ses dénonciations (la bureaucratie communiste) n'ait pas été spécifique du communisme chinois a conféré une aura d'universalisme à la « pensée-maozedong ». Plus véhémente que radicale, la critique de la bureaucratie communiste esquissée par Mao ne comportait rien de vraiment neuf, mais il était émouvant – et, pour les naïfs, de bon augure – de voir des arguments exprimés depuis longtemps et avec plus de cohérence par des libéraux, des anarchistes et des trotskistes redécouverts par celui-là même qui trônait au sommet de la hiérarchie bureaucratique.

La position occupée par Mao eût dû, au contraire, inciter au scepticisme. De fait, sa

solidarité avec le régime qu'il soumettait à une critique impitoyable, mais partielle, l'a incité à interrompre brutalement les campagnes qu'il avait lui-même déclenchées, chaque fois qu'elles se révélaient, comme c'était d'emblée prévisible, dangereuses pour l'ordre établi, autrement dit pour la perpétuation du système auquel il présidait, tout en l'accablant (et le humiliant) de ses sarcasmes. Se plaçant au-dessus de la mêlée, Mao n'assume ni les risques qu'il prend – ou fait courir au régime – ni les servitudes du gestionnaire qui se débat dans la mêlée, solidaire des imperfections et des iniquités afin de transformer et de construire.

Afin de prévenir la dégénérescence de la révolution chinoise, Mao s'était déjà montré prêt à reléguer au second plan son but originel, qui était de rendre la Chine riche et forte. Après tout, les pauvres sont plus enclins à la révolution que les riches, et il est plus important de préserver la ferveur révolutionnaire des Chinois que d'améliorer leur bien-être. Avec la révolution culturelle, Mao effectue un écart encore plus gigantesque : du particulier à l'universel. Les Russes ayant failli, à lui de relever le flambeau et de conférer une visée universelle à une révolution (la sienne, qu'il transcende maintenant) originellement vouée à combler le retard d'un pays. La fin justifie les moyens, selon l'adage communiste. Pour réaliser son but grandiose, Mao prépare minutieusement le terrain. Dans le plus grand secret, son épouse Jiang Qing fait rédiger par Yao Wenyuan la diatribe qui met le feu aux poudres¹, puis l'épouse de Kang Sheng incite Nie Yuanzi à rédiger son *dazibao*². Plus tard encore, des Gardes Rouges manipulés sont invités à changer de cibles,

(1) Elle attaque Wu Han, adjoint au maire de Pékin, et vise en fait ce dernier, première cible de Mao afin de déstabiliser le président de la République Liu Shaoqi.

(2) Philip Short, *Mao : A Life*, New York, Henry Holt, 1999 ; trad. fr., *id.*, *Mao Tsé-toung*, trad. de l'angl. par Colette Lahary-Gautié, Paris, Fayard, 2006, p. 468.

à viser plus haut que leurs professeurs afin de renverser le « quartier général de la restauration capitaliste », *etc.* : inutile de raconter en détail les intrigues de Mao¹, le compte y est.

Même à l'aune de la Grande Terreur stalinienne ? Les deux épisodes se ressemblent à maints égards, à commencer par leur caractère hors norme : si la « seconde révolution » et le Grand Bond étaient dans la ligne de mire de régimes consciemment prométhéens, on ne peut en dire autant de la purge de centaines de milliers de cadres staliniens dociles et du démantèlement de l'instrument de la dictature maoïste. En second lieu, Staline avait déjà, avant de déclencher la Grande Terreur, débité les thèmes ressassés par Mao durant la révolution culturelle. Ne manquait même pas à l'appel l'expression de « révolution culturelle », répandue en Russie dès 1930 et véhiculant déjà des refrains repris par Pékin et diffusés dans le monde entier trente-cinq ans plus tard : lutte contre la bureaucratie, sa routine et ses privilèges, le théâtre « bourgeois » et l'élitisme culturel. Déjà aussi le pouvoir suprême manipulait l'iconoclasme de la jeunesse et son hostilité à l'autorité et aux institutions.

Les thèmes, au demeurant remisés par Staline au profit de valeurs plus traditionnelles avant de déchaîner la Grande Terreur, importent moins que d'autres ressemblances entre les sinistres années 1937-1938 et 1966-1968. Dans les deux cas, le dictateur a tout déclenché, la terreur est venue d'en haut. Par un coup d'État contre le parti qu'il dirige, il remplace des cadres déjà soumis par d'autres, censés l'être encore davantage. Accessoirement, il règle des comptes anciens, après avoir attendu son heure et ourdi sa revanche. De même que la Grande Terreur fournit l'occasion de sortir des camps

des milliers d'anciens trotskistes, droitistes et autres koulaks pour les fusiller immédiatement (et faire place à de nouveaux zeks), la révolution culturelle donne l'occasion de ressortir les anciens « contre-révolutionnaires », voire les droitiers à la Peng Dehuai, ennemis de classe et autres pour les critiquer, les arrêter, les torturer ou les battre à mort.

Dans les massacres de la révolution culturelle, le fanatisme des Gardes Rouges a joué un rôle plus décisif et plus massif que la participation populaire (indiscutable) aux dénonciations et accusations hystériques multipliées à l'envi lors des purges staliniennes. Trop connu pour qu'il soit nécessaire d'insister, ce rôle a fait, durant un temps, d'une minorité de la population chinoise (une partie des adolescents citadins) la complice des crimes du Chef. Cette responsabilité partagée des « masses » n'empêche évidemment pas les Chinois d'avoir été, comme les Russes et comme tous les peuples « objets » d'une révolution, avant tout des cobayes.

Restent néanmoins, outre le caractère plus froidement sanguinaire du modèle de 1937, deux différences essentielles. La première, surtout, est importante. J'ai beau m'échiner à dénoncer la gratuité de la révolution culturelle, Mao la juge indispensable. Staline déclenche les purges après avoir proclamé que la révolution a triomphé, que la vie est devenue meilleure. Il ne vise qu'à renforcer et préserver son pouvoir personnel. Mao croit sincèrement la révolution chinoise menacée et veut faire l'impossible pour prévenir la dégénérescence révisionniste et empêcher la restauration capitaliste. À cette fin (qui dépasse la simple préservation de son pouvoir), il est prêt à tuer sans compter. Pour lui, comme pour beaucoup de révolutionnaires, la politique est une lutte à mort, il faut la mener comme on conduit une guerre et détruire l'adversaire une fois pour toutes : il n'est de victoire que totale. Second

(1) Se reporter au déjà classique Roderick MacFarquhar et Michael Schoenhals, *Mao's Last Revolution*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2006.

écart entre le modèle et la copie : indifférent aux souffrances qu'il inflige, Mao ne prend pas autant que Staline plaisir à s'en repaître et s'implique moins directement dans le détail de ses méfaits. Sa manière de procéder consiste à faire le mal d'en haut, comme un *deus ex machina* qui donne la chiquenaude initiale. Malgré ses inévitables débordements¹, la Grande Terreur est plus contrôlée, plus bureaucratique, mieux maîtrisée que la révolution culturelle, plus proche en somme du formalisme nazi. Ce n'est pas Staline qui aurait pris le risque de soulever les masses contre le parti qu'il dirigeait ; lui ne laisse à personne d'autre – sinon au NKVD qu'il contrôle – le soin de le décimer.

Les méthodes aventureuses de Mao sont en partie responsables de l'échec de la révolution culturelle. En partie seulement, puisque cet échec doit encore plus à la nature contradictoire des buts qu'il poursuit, et aussi, accessoirement, à une cruauté moins tatillonne que celle, vigilante, de Staline. Une fois faite la part de l'incohérence de Mao et de la nécessité de recourir aux services de vieux cadres, surtout après l'arrestation ou la relégation au fond des campagnes de nombre de ses féaux coupables de ne pas le suivre assez vite dans ses moindres palinodies, reste une évidence massive : à la différence de Staline, Mao n'a pas pris soin de « liquider » quiconque risquait de lui faire ombre. Au point que Deng Xiaoping, Peng Zhen et bien d'autres cibles en vue de la révolution culturelle survivront non seulement à cette dernière, mais à Mao lui-même.

Rien de ce qui précède n'excuse ni n'innocente Mao. Il n'est nullement requis d'égaliser Staline pour accéder au cercle restreint des plus grands monstres d'un siècle qui n'en fut pas avare.

Les deux dictateurs et leur régime

Après avoir suggéré que Mao inspire moins l'horreur que Staline, je consacrerai cette dernière partie aux similitudes (tempérées par quelques différences notables) entre leur action et leur façon de gouverner. Ces ressemblances tiennent pour une faible part à la personnalité des deux dictateurs. Elles découlent surtout de l'étroite parenté entre deux régimes forgés à partir d'une matrice léninienne commune ; une parenté qui permet à des personnalités dissemblables de se mouler dans un système conduisant naturellement à la fabrique d'un dictateur. En d'autres termes, tout en comparant deux hommes et deux régimes, cette dernière partie s'efforcera de les rattacher au système qui les a produits.

Un contraste manifeste oppose la situation initiale des deux dictateurs. D'emblée détenteur de la même légitimité que Lénine, Mao n'a pas besoin de ruser et de lutter pour s'imposer, encore moins de liquider la vieille garde, tandis que Staline emploie une bonne partie des années 1920 à écarter ses rivaux et conquérir le pouvoir. Ces années ont préservé une enfance de la révolution que les Chinois n'auront pas goûtée. En raison de l'héritage pesant sur ceux qui l'emportent après coup, entravés par le carcan stalinien, la révolution chinoise est d'emblée stalinisée. Une raison supplémentaire réside dans la mise au pas des militants effectuée par Mao à Yan'an entre 1942 et 1944. Dès 1949, la révolution chinoise commence, de ce point de vue, au stade où la révolution russe est parvenue en 1929, une fois l'opposition de droite réduite au silence ou à l'autocritique.

Les différences entre les deux dictateurs ont commencé à être évoquées à propos du Grand Bond et de la révolution culturelle. En deux mots, Staline est plus pragmatique et pire que Mao à de nombreux égards ; plus pragmatique en dépit de nombre de décisions irrationnelles, plus prudent et calculateur froid, moins

(1) Fort bien analysés et décrits dans le septième chapitre de Stephen Kotkin, *Magnetic Mountain : Stalinism as a Civilization*, Berkeley, University of California Press, 1995.

casse-cou, moins fou¹. Les succès actuels de la Chine incitent à reposer à propos de Mao la fameuse question : « Staline était-il vraiment nécessaire ? » Voir en Staline un agent « nécessaire » de la transformation de la Russie en nation industrielle moderne soulevait déjà de sérieuses objections², mais attribuer à Mao et aux affres subies durant la révolution culturelle le mérite de la modernisation contemporaine est un paradoxe insoutenable. En réalité, de 1955 à 1976, Mao a été un obstacle à la transformation du pays, et donc au succès de la révolution. Il était nécessaire d'être débarrassé de lui pour aller de l'avant.

En dépit de quoi, Staline demeure à presque tous égards pire que Mao. On a déjà relevé le contraste entre les débordements incontrôlés de la révolution culturelle et la froide exécution des ordres de fusiller venus d'en haut. Chaque décision, chaque action ensuite « rectifiée » requièrent un coupable : coupable d'avoir trop bien exécuté les ordres de l'inamovible dictateur qui, par définition, ne se trompe jamais. Mao lui non plus ne se trompe jamais. Il est, lui aussi, expert dans l'art de pointer les boucs émissaires (par exemple, les cadres locaux « responsables » de l'échec du Grand Bond), mais, au moins, en 1944, il demande pardon – ou feint de battre sa coulpe – après les excès de la chasse aux sorcières yan'anaise de 1943. Son premier réflexe n'est pas de les imputer au seul Kang Sheng et de le faire exécuter. Kang Sheng pourra ainsi resservir avant et pendant la révolution culturelle : Mao fait une moins grande consommation de bourreaux (Iagoda, Iejov) et surtout d'innocents que Staline. Terminons par un mot sur la cruauté du chef envers ses lieutenants, celle de Mao envers un Liu Shaoqi ou un Peng

Dehuai... et l'insensibilité notoire de Staline à l'égard des « éclats qui volent quand on taille le bois ». Plus éloquente que l'énumération de ses principales victimes, cette boutade maintes fois répétée par Staline³ dispense de dresser une liste de ses collaborateurs non pas même morts de mauvais traitements mais exécutés – des stalinien de pure souche s'entend, pas des membres de la vieille garde qui eussent pu devenir des rivaux. À partir de 1935, tous se considèrent peu ou prou comme des condamnés à mort en sursis, ce qui les fait redoubler d'obséquiosité, à commencer par Kaganovitch, dont les trois frères ont été exécutés. Il est assez vraisemblable que la mort de Staline a sauvé Molotov, Beria (pas pour longtemps !), Mikoyan et quelques autres. Mao serait-il donc un tyran débonnaire ? Certes non et, sur d'autres points, ses méthodes de gouvernement rappellent celles de Staline. Mais il n'arrive pas à la cheville de Staline en matière de mépris de la vie humaine. En première approximation, imputons l'essentiel des différences au caractère des deux tyrans.

Les ressemblances peuvent en revanche être attribuées au système, puisqu'il est identique et qu'il a, de Mourmansk à Canton (et de Pyongyang à La Havane), favorisé l'émergence de pratiques de gouvernement similaires. On ne s'étonnera pas que Moshe Lewin emploie déjà l'expression de « grand bond en avant » pour caractériser la seconde révolution stalinienne⁴. En 1929-1930, comme en 1958, la planification obéit à des objectifs volontaristes, dictés par l'idéologie, qui font fi des obstacles de toute nature. Les slogans martèlent : « Il n'existe pas de difficultés objectives pour nous », « rien

(1) Cf. le témoignage d'un expert : Oleg Vitalievitch Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin. Staline et le Bureau politique dans les années 30 : les jeux du pouvoir*, Paris, Seuil, 1996, p. 282.

(2) Bien exposées dans Alec Nove, *Was Stalin Really Necessary ?*, Londres, Allen & Unwin, 1964.

(3) Citée dans Andrea Graziozi, « Les famines soviétiques de 1931-1933 et le Holodomor ukrainien : une nouvelle interprétation est-elle possible et quelles en seraient les conséquences ? », *Cahiers du monde russe*, 46 (3), juillet-septembre 2005, p. 453-472, p. 464.

(4) Moshe Lewin, *La Paysannerie et le Pouvoir soviétique, 1928-1930*, préf. de Roger Portal, Paris/La Haye, Mouton, 1966, 2^e éd. 1976, p. 237.

n'est impossible aux bolcheviks¹ », lesquels proclament leur volonté d'accroître de 130 % en cinq ans la production industrielle atteinte en 1928, puis révisent les objectifs à la hausse, en doublant même quelques-uns. À croire que les objectifs du Grand Bond sont calqués sur ceux qui avaient conduit à la catastrophe en 1932-1933. Au-delà des objectifs, d'autres traits sont identiques : la concentration à tout prix sur l'industrie lourde, l'acceptation non pas résignée mais enthousiaste des déséquilibres économiques, le discrédit des spécialistes et planificateurs prudents, la manipulation des statistiques, *etc.* En ce sens, le Grand Bond apparaît comme une navrante réplique des errements soviétiques. Le rapprochement vaut également pour d'autres épisodes. Dès juillet 1955, Mao impose le tournant radical qui permettra d'effectuer en dix-huit mois ce qu'on avait prévu d'accomplir en quinze ans : la transformation socialiste de l'agriculture. En digne émule de Staline, il en conclut que les difficultés matérielles ne représentent pas un obstacle aussi considérable... en omettant de préciser que ces « difficultés matérielles » sont celles d'une paysannerie forcée d'obtempérer, dictature oblige. En 1928, Staline forge le mythe du « danger droitier », « dangereuse déviation, dont le but ultime est de créer les conditions permettant la restauration du capitalisme en Russie² ». Décidément Mao n'a rien inventé, de la déviation droitiste de Peng Dehuai en

1959 à la restauration du capitalisme imputée à Liu, Deng et consorts dans les années 1960. Plus tard, quand l'heure sera venue de les arrêter, les droitiers seront accusés de s'être « dissimulés derrière une carte du parti, déguisés en bolcheviks³ », comme les restaurateurs du capitalisme infiltrés au sommet du PCC trente ans plus tard.

Dans l'un et l'autre cas, cette collusion de prétendus communistes avec les capitalistes va de pair avec une intensification de la lutte des classes, au fur et à mesure que l'on avance dans la construction du socialisme. Ici encore, Mao n'a rien inventé, Staline ayant maintes fois formulé cette thèse⁴. Simple rappel lancinant du cliché de la lutte des classes ou exaspération de celle-ci, Staline n'a pas besoin d'autres justifications pour rattacher toute opposition réelle ou imaginaire au service de l'espionnage du capitalisme international. Mao utilise les mêmes arguments pour accuser et accabler les fourriers du révisionnisme et de la restauration du capitalisme. Dans ce contexte, la moindre critique devient « déviation » idéologique, qu'il faut extirper comme l'hérésie au Moyen Âge ; et, pour Mao, une maladie qu'il faut guérir. Dans un second temps, et jusqu'à la fin (1953 ou 1976), on n'entend plus qu'une seule voix, officielle, qui répète et paraphrase l'auguste parole du chef, dont les thèses du moment sont transformées en vérités universelles, authentifiées comme marxistes, et dont le culte se développe, « mélange de répression policière et d'orthodoxie quasi religieuse et magique⁵ ». Loin d'être uniquement imposé, ce culte bai-

(1) Slogans répétés à l'envi par tout un chacun, paraphasant le chef. Cf., entre autres, Stephen Cohen, *Bukharin and the Bolshevik Revolution : A Political biography, 1888-1938*, nouvelle édition, Oxford, Oxford University Press, 1980, p. 260, 263, 314 ; Leonard Schapiro, *The Communist Party of the Soviet Union*, New York, Random House, 1960 ; trad. fr., *id.*, *De Lénine à Staline : histoire du parti communiste de l'Union soviétique*, trad. de l'angl. par Aanda Golem, Paris, Gallimard, 1967, p. 412. Mao fait preuve du même optimisme lorsqu'il lance le Grand Bond.

(2) Stephen Cohen, *op. cit.*, p. 298, 384 ; Moshe Lewin, *op. cit.*, p. 228, 282, 330 ; Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique de Lénine à Staline, 1917-1953*, Paris, PUF, 1995, 2^e éd. 1998, p. 47.

(3) Stephen Cohen, *op. cit.*, p. 370.

(4) Nicolas Werth, *Être communiste en URSS sous Staline*, Paris, Gallimard, 1981, p. 25, 163 ; Moshe Lewin, *op. cit.*, p. 235 ; Stephen Cohen, *op. cit.*, p. 283, 370 *passim* ; Leonard Schapiro, *De Lénine à Staline, op. cit.*, p. 423.

(5) Moshe Lewin, *op. cit.*, p. 233 ; Stephen Cohen, *op. cit.*, p. 340. Ferveur (phrase suivante) in Georges Haupt, préface à l'édition française de Roy Medvedev, *Le Stalinisme : origines, histoire, conséquences*, Paris, Seuil, 1972, p. 30.

gne dans la ferveur : Mao et Staline ont été réellement populaires, et leurs dénonciations de la bureaucratie massivement approuvées. Il est vrai qu'elles mettaient l'accent sur des maux très réels, dont chacun avait été témoin ou avait souffert¹, ce qui renforçait la communion entre un peuple vengé et le Guide justicier.

Le guide est, lui, au-delà de toute critique : celui qu'adorent les Gardes Rouges comme son sinistre prédécesseur, sincèrement pleuré à sa mort par des foules bouleversées². Une presse unanime chante ses louanges, exprime sans réserve « sa » ligne, quitte à en épouser les changements. Car c'est le guide, et lui seul, qui inspire les tournants à droite et à gauche : l'interlude « libéral » de 1933-1934 comme le renforcement de la terreur (à Moscou), les Cent Fleurs puis le virage gauchiste de l'automne 1957 (à Pékin) ; Staline alterne les campagnes d'« avancées » brutales et de régularisation, comme Mao alternera plus tard les campagnes (*yundong*) de mobilisation et de consolidation. Quelles que soient leurs décisions, la censure empêche quiconque d'étayer des doutes éventuels sur leur universelle bienfaisance, leur vigilance et leur clairvoyance. Clairvoyants aujourd'hui, ils ont toujours vu clair dans le passé : le fait est attesté par l'histoire officielle. Par nécessité plus outrancière à Moscou en raison de la minceur des titres de Staline à suc-

céder à Lénine, la falsification de l'histoire du parti a fait partie des procédés staliniens préco-
cément copiés, dès Yan'an.

Plus tard Mao à Pékin, comme Staline à Moscou, a disposé d'un pouvoir que n'avait jamais exercé – ni voulu exercer – le fondateur. « *Primus inter pares* » (Deutscher), Lénine avait souvent dû batailler dur pour faire triompher son point de vue et il n'y réussit pas toujours³. De fait, sa prééminence indiscutée n'avait pas encore vidé de tout contenu le concept de direction collégiale. La rupture avec l'héritage léniniste et, plus précisément, avec les « normes léninistes » (Frederick Teiwes) d'exercice du pouvoir est un autre signe des libertés croissantes que les deux dictateurs prennent avec la moindre règle censée préserver un semblant de démocratie au sein d'une oligarchie dépossédée de tout pouvoir. À titre d'exemple, rappelons que l'intervalle de treize ans entre les 8^e et 9^e Congrès du PCC (1956 et 1969) est exactement le même que celui qui a séparé les 18^e et 19^e Congrès du PCUS (1939 et 1952). Plus significatif est le fonctionnement du Politburo, de moins en moins réuni à partir de 1935, Staline se contentant de consulter individuellement les intéressés. Après la Grande Terreur, toutes les procédures ayant été enfreintes, Staline prend seul les principales décisions, qu'il communique ou non à son gré à tel ou tel de ses proches collaborateurs⁴ : sur ce plan encore, la révolution culturelle n'a pas vraiment innové.

La liste des ressemblances ne s'arrête pas là : pourraient aussi être cités la méfiance des deux

(1) Comparons le discours dans lequel Staline flétrit en mars 1937 (au beau milieu des procès de Moscou, qui ont eux-mêmes « une forte coloration populiste ») ces « nouveaux seigneurs toujours satisfaits d'eux-mêmes... qui, par leur attitude inhumaine, produisent artificiellement quantité de mécontents et d'irrités... » (Nicolas Werth, « Un État contre son peuple », in Stéphane Courtois et al., *Le Livre noir du communisme : crime, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 215) aux refrains antibureaucratiques de Mao.

(2) Plus tard, la nostalgie du temps de Staline « où l'on ne manquait de rien » (Nadejda Mandelstam, *Contre tout espoir*, préf. de Michel Aucouturier, trad. du russe par Maya Minoustchine, Paris, Gallimard, 1972, p. 264) et dont j'ai personnellement été témoin à Tachkent en 1970 annoncera le culte posthume de Mao : Géremie Barmé, *Shades of Mao : The Posthumous Cult of the Great Leader*, Armonk, M.E. Sharpe, 1996.

(3) Il a fallu que les faits lui donnent raison pour que ses collègues acceptent enfin de signer la paix de Brest-Litovsk (Hélène Carrère d'Encausse, *Lénine*, Paris, Fayard, 1998, p. 373-381). Et quand il se sera lui-même trompé en envahissant la Pologne en 1920, on ne se fera pas faute de le critiquer avec aigreur (Robert Service, *Stalin : A Biography*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2005, p. 184).

(4) Oleg Vitalievitch Khlevniouk, *Le Cercle du Kremlin. Staline et le bureau politique dans les années 30 : les jeux de pouvoir*, trad. du russe par Pierre Forgues et Nicolas Werth, Seuil, 1996, p. 284-285.

dictateurs à l'égard des intellectuels¹, les effets déshumanisants, depuis longtemps recensés (Hannah Arendt), d'une dictature totalitaire – hypocrisie, avilissement des victimes elles-mêmes² –, les pratiques récurrentes, comme la persécution rituelle lors de nouvelles campagnes des cibles (opposants ou ennemis de classe) déjà victimes d'une persécution antérieure³, ou encore des phénomènes aussi massifs que le goulag et le *laogai*.

L'essentiel des similitudes entre les deux dictateurs découle donc du système. Comme Rosa Luxemburg et Trotski l'avaient d'emblée prédit, la formule léniniste (matrice du régime chinois comme du régime soviétique) devait aboutir (et a abouti) à la dictature du parti sur l'ensemble de la société (prolétariat compris), puis à la dictature d'un homme. Par-delà l'utopie marxiste et la copie du précédent stalinien, l'échec de Mao implique également le projet révolutionnaire lui-même. En effet, l'arrogance ou la simple assurance qu'« il n'existe pas de difficultés objectives pour nous » tient plus au projet révolutionnaire qu'à sa spécificité marxiste ou communiste. Et à l'*ubris* : comme ses prédécesseurs bolcheviques, Mao a été victime de son triomphe ; l'orgueil et l'im-

patience du vainqueur lui ont tourné la tête. Le renforcement de la dictature incombe encore autrement à la Révolution. Le précédent jacobin l'a montré, et Theda Skocpol l'a théorisé pour répondre à la crise qui l'a fait naître et pour commencer à accomplir ses grandes objectifs, la révolution a besoin d'un État fort. Réalisation prioritaire, cet objectif préalable la puissance de l'État, est commun aux trois révolutions comparées par Skocpol⁴. Cependant, celui-ci est ambivalent : s'il a favorisé les excès et les échecs, il a aussi permis un nouveau départ. C'est sur ce nouveau départ que je souhaite terminer. On ne peut inscrire au crédit des deux dernières décennies de la vie de Mao les succès actuels de la Chine, sinon d'un point de vue négatif au sens où Mao lui-même parlait d'« exemple négatif » – l'erreur qu'il ne faut plus commettre. Quant à l'œuvre entière de Mao, c'est une autre histoire, à propos de laquelle je reprendrais volontiers la formule de Moshe Lewin : « [Les révolutions] déçoivent toujours les attentes, mais elles ouvrent une page nouvelle⁵. »

Directeur d'études émérite à l'EHESS, **Lucien Bianco** est l'auteur de *Peasant without the Party* (M.E. Sharpe, 2001 ; prix Levenson, 2003) et de *Jacqueries et révolution dans la Chine du 20^e siècle* (La Martinière, 2005 ; prix Augustin-Thierry). La quatrième édition révisée de ses *Origines de la révolution chinoise* (Gallimard, 2007) contient un essai inédit, proposant une interprétation globale de la révolution chinoise. (lucien.bianco@wanadoo.fr)

(1) Étiquetés « petits bourgeois » masqués en URSS (Nadejda Mandelstam, *op. cit.*, p. 339) comme en Chine. Moins dissimulé que Staline, Mao n'épargne pas sarcasmes et boutades du style « plus on lit des livres et plus on devient bête » (Jacques Andrieu, *Psychologie de Mao Tsé-toung*, Bruxelles, Complexe, 2002, p. 58).

(2) Jusqu'au malheureux Rykov, qui se croit obligé de recommander au tribunal de ne « montrer aucune pitié » à l'égard des accusés du premier procès de Moscou, avant d'être lui-même victime d'une des fournées suivantes (Stephen Cohen, *op. cit.*, p. 358). Sur la « honte d'avoir participé aux campagnes politiques » dont s'accuse Qian Zhongshu, pourtant plus courageux que bien d'autres, voir sa préface au récit de son épouse Yang Jiang, *Ganxiao liuji* ; trad. fr., *id.*, *Six Récits de l'école des cadres*, trad. du chinois par Isabelle Landry et Zhi Sheng, Paris, Christian Bourgois 1983).

(3) Cf. parmi de très nombreux témoignages, Nadejda Mandelstam, *op. cit.*, p. 306 et le cas de l'infortuné Li Maoxiu, *dizhu* de service à Wugong (Edward Friedman, Paul G. Pickowicz et Mark Selden, *Revolution, Resistance, and Reform in Village China*, New Haven, Yale University Press, 2005, p. 91-92 *passim*).

(4) Theda Skocpol, *States & Social Revolutions : A Comparative Analysis of France, Russia and China*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.

(5) Moshe Lewin, *Le Siècle soviétique*, Paris, Fayard/Le Monde diplomatique, 2003, p. 488.